

# Observatoire de la prospective internationale de défense

## Rapport trimestriel N° 4 - Octobre 2013



Un projet réalisé par l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS) et Futuribles, pour la Délégation aux affaires stratégiques (DAS)

*futuribles*  
Veille, prospective, stratégie

  
**IRIS**  
INSTITUT DE RELATIONS  
INTERNATIONALES  
ET STRATÉGIQUES

  
**CEIS**

# SOMMAIRE

<b>Éditorial</b>	p. 3
<b>Sélection trimestrielle</b>	p. 4
• Afrique du Sud	p. 4
• Australie	p. 4
• Brésil	p. 6
• Canada	p. 7
• Chine	p. 9
• États-Unis	p. 11
• Inde	p. 13
• Royaume-Uni	p. 15
<b>Autres publications</b>	p. 17
<b>Focus</b>	p. 21
• Allemagne <i>Germany and Russia in 2030: Scenarios for a Bilateral Relationship</i>	p. 21
• Australie <i>The Critical Decade 2013: Climate Change Science, Risks and Responses</i>	p. 24
• Royaume-Uni <i>The Future of the UK's Co-operative Nuclear Relationships</i>	p. 27

# Éditorial

La répétition des travaux prospectifs sur une même thématique est un bon indicateur des principaux centres d'intérêt qui animent, à un moment donné, la communauté scientifique du pays dans lequel ces travaux sont produits. Dans le champ des relations internationales en particulier, la multiplication de ces analyses nous renseigne également, indirectement, sur les préoccupations, les objectifs, les inquiétudes, voire les ambitions, des autorités d'un pays — ces analyses fussent-elles rédigées par des instituts de recherche indépendants. Elle révèle ainsi des problématiques communes à l'ensemble des acteurs concernés, mais également la manière dont se structurent et s'orientent les questions internationales au sein du pays. À cet égard, lorsque ces problématiques se révèlent communes à plusieurs États, elles sont susceptibles de nous informer sur des tendances qui dépassent le simple cadre national pour devenir des problématiques régionales ou internationales.

Parmi les thèmes d'analyse qui tendent à dessiner des problématiques globales et des tendances d'avenir, les relations avec le continent africain deviennent, à en croire les productions éditoriales en la matière recensées dans ce rapport (également présentes dans les précédents), un sujet d'analyse qui intéresse notamment les États-Unis et la Chine — la question des relations entre la Chine et l'Afrique fait également l'objet d'une étude au Brésil. Les enjeux du continent africain sont traités dans les rapports états-uniens et chinois à partir de deux angles différents. Du côté des États-Unis, l'angle stratégique, avec la question de l'avenir du commandement militaire AFRICOM, et l'angle commercial, avec la question de l'avenir des relations commerciales avec le continent africain, sont privilégiés. Du côté de la Chine, l'angle économique et le potentiel de richesse de l'Afrique sont mis en avant. Toutefois, le point commun de ces travaux est qu'ils s'inscrivent à chaque fois dans des perspectives politique et économique globales : celle du développement économique du continent et celle de la concurrence accrue entre de nombreux acteurs (France, Union européenne, Russie, Japon) dans la région. En faisant l'objet de travaux nombreux et répétés dans lesquels les variables démographiques, économiques, ou encore celles relatives aux ressources naturelles sont mobilisées pour dessiner des scénarios d'évolution possible pour cet espace, l'Afrique s'impose comme un objet d'étude légitime et comme une réalité politique et sociale dont le caractère stratégique à l'avenir se confirme toujours un peu plus.

Parmi les thèmes souvent traités, relevons également celui de la disponibilité des ressources naturelles, ou encore celui du changement climatique, tous deux régulièrement abordés sous l'angle de leurs implications dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce qui tend à légitimer d'autant plus cette problématique.

À l'opposé du schéma et des deux exemples qui viennent d'être mentionnés, du point de vue des analyses dont elles font l'objet dans le domaine des relations internationales, certaines problématiques ne connaissent pour le moment qu'un intérêt modeste, n'apparaissant qu'au détour de quelques travaux épars. C'est le cas notamment, dans ce rapport, des enjeux agricoles, étudiés au Brésil, ou encore des futurs thèmes de recherche potentiels en matière biologique, telle la lutte antimicrobienne, abordée au Royaume-Uni. Ces thèmes émergents, même s'ils ne font pas l'objet d'un traitement analytique de grande envergure, signalent néanmoins des tendances futures possibles, susceptibles de constituer des problématiques sécuritaires structurantes demain, qu'il s'agisse de sécurité alimentaire ou sanitaire. ■

# Sélection trimestrielle

## Afrique du Sud

### RESSOURCES STRATÉGIQUES

Énergie / Nucléaire / Afrique du Sud

*Étude issue du SAIIA, centre de recherche indépendant parmi les plus réputés en matière de relations internationales sud-africaines • État des lieux • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques*

VAN WYK Jo-Ansie, *South Africa's Nuclear Future*, Johannesburg : SAIIA (South African Institute of International Affairs), *Occasional Paper* n° 150, juin 2013, 36 p. URL : [http://www.saiia.org.za/doc\\_download/337-south-africa-s-nuclear-future](http://www.saiia.org.za/doc_download/337-south-africa-s-nuclear-future). Consulté le 8 octobre 2013

Depuis 2008, l'Afrique du Sud est confrontée à une hausse importante de la demande en électricité et ne peut la satisfaire entièrement. Alors que la majorité de ses sources de production sont des centrales thermiques au charbon et que seuls 6 % de l'électricité produite sont issus de l'industrie nucléaire, Pretoria souhaite aussi réduire son empreinte carbone. La récente décision (février 2013) de construire six nouvelles installations nucléaires est la réponse du gouvernement pour faire face à la pénurie énergétique. Pourtant, la concurrence entre le Comité gouvernemental pour l'application du projet nucléaire et les commissions du Plan sud-africain ralentit considérablement les projets de construction des nouvelles centrales. Par ailleurs, l'opinion publique et les médias critiquent cette politique au regard des questions de sûreté et de dépenses publiques (408 milliards de dollars US d'ici 2030), qui auraient un impact sur le prix de l'électricité. Vis-à-vis de la communauté internationale, le programme nucléaire sud-africain est aussi problématique. Le manque de transparence du gouvernement, la corruption endémique et l'éventualité de voir certaines technologies être exportées vers d'autres pays africains ou vers l'Iran, par exemple, sont autant d'inquiétudes que soulèvent les gouvernements occidentaux.

## Australie

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Défense nationale / Protection du territoire / Interventions sur des théâtres extérieurs / Australie

*Document officiel du gouvernement australien rassemblant des données fournies par plusieurs agences gouvernementales, et présentant les capacités sécuritaires de l'Australie • État des lieux et prospective • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques*

*Guide to Australia's National Security Capability*, Canberra : Commonwealth of Australia / Attorney-General's Department, août 2013, 36 p. URL : [http://apo.org.au/sites/default/files/docs/AGD\\_GuideToAustraliasNationalSecurityCapability\\_Aug\\_2013.pdf](http://apo.org.au/sites/default/files/docs/AGD_GuideToAustraliasNationalSecurityCapability_Aug_2013.pdf). Consulté le 8 octobre 2013

Dans la ligne du Livre blanc australien sur la défense 2013 et du plan de capacités de défense, ce document récapitule les objectifs et capacités de la sécurité nationale de l'Australie, ainsi que les développements prospectifs. Parmi les objectifs de la stratégie de sécurité de l'Australie figurent : 1) la défense du territoire national ; 2) la lutte contre la criminalité organisée ; 3) la participation à des missions internationales ; 4) le partenariat stratégique avec les États-Unis ; et 5) la prise de conscience du rôle croissant de l'Asie-Pacifique. L'apport de ce texte est de présenter de manière précise le rôle et les responsabilités des différentes agences gouvernementales chargées de la sécurité nationale, et de plaider en faveur d'une coopération accrue face à une gamme de défis élargis à des domaines comme la sûreté du territoire, la cybercriminalité, ou encore la montée en puissance de nouveaux acteurs stratégiques.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Défense / Stratégie nationale / Forces armées / Menace / Australie

*L'auteur est un ancien directeur de l'IISS (International Institute for Strategic Studies) à Londres et professeur à Oxford • Le Strategic and Defence Studies Centre est rattaché au College of Asia & the Pacific de l'Australian National University • Document prospectif destiné aux décideurs politiques • Pas de méthode ni d'horizon spécifiques • Recommandations ciblées aux acteurs politiques et militaires*

**O'NEILL Robert**, *Preparing to Face Our Next Enemy*, Canberra : Strategic and Defence Studies Centre (SDSC) de l'Australian National University, *The Centre of Gravity Series* n° 9, juillet 2013, 8 p. URL : <http://ips.cap.anu.edu.au/sites/default/files/COG-9.pdf>. Consulté le 8 octobre 2013

Évaluant les besoins futurs des forces armées australiennes, ce document préconise une adaptation à des enjeux caractérisés par 1) la défense du territoire australien ; 2) la participation à des missions internationales ; 3) la contre-insurrection ; et 4) l'assistance en cas de catastrophe naturelle. L'auteur met l'accent sur les risques auxquels l'Australie s'expose dans sa relation avec les grandes puissances, du fait de ses engagements extérieurs, et recommande un renforcement des capacités de défense du territoire national. Il suggère par ailleurs un renforcement des capacités de projection des forces (capacités aériennes et navales en priorité) sur des théâtres extérieurs (au Moyen-Orient et en Afrique en particulier), et une remise à niveau de la capacité d'interopérabilité de l'Australie avec ses alliés. En conclusion, et afin de répondre aux engagements du récent Livre blanc sur la défense (2013), l'auteur préconise une augmentation du budget de défense australien.

## RESSOURCES STRATÉGIQUES

Prix du gaz / Politiques énergétiques / Australie

*Rapport du Grattan Institute, think-tank indépendant spécialisé dans l'analyse et les débats relatifs aux politiques publiques • Méthodologie : analyse des évolutions possibles du prix du gaz à l'horizon 2030 à partir des projections de l'AIE • Recommandations pour les politiques publiques*

**WOOD Tony et CARTER Lucy (avec MULLERWORTH Daniel)**, *Getting Gas Right: Australia's Energy Challenge*, Victoria : Grattan Institute, rapport n° 2013-6, juin 2013, 49 p. URL : [http://grattan.edu.au/static/files/assets/ba24a4e0/189\\_getting\\_gas\\_right\\_report.pdf](http://grattan.edu.au/static/files/assets/ba24a4e0/189_getting_gas_right_report.pdf). Consulté le 8 octobre 2013

Les prix du gaz pourraient augmenter fortement dans les années à venir. Cependant, selon les auteurs de ce rapport, le gouvernement australien ne doit pas chercher à protéger les ménages et les entreprises contre cette hausse. En effet, l'essor de l'industrie australienne du gaz naturel liquéfié a permis d'accroître les exportations, au point que le pays pourrait devenir le premier exportateur mondial d'ici 2020.

En conséquence, les prix payés par les ménages pour cette ressource pourraient augmenter de 170 dollars australiens par an, puisqu'ils s'ajusteront au prix du marché. Mais si le gouvernement fixe un prix inférieur pour le marché intérieur ou lui réserve un quota de la production, cela risque de perturber le marché, en envoyant des informations erronées au marché, en diminuant les investissements et l'efficacité des industries, ce qui se traduirait au final par une hausse des prix.

Les auteurs envisagent la possibilité de créer un marché australien d'exportation du gaz et analysent le rôle de l'Australie dans l'émergence d'une révolution du gaz, grâce à la croissance de la demande en Asie et à l'exploitation du gaz de schiste aux États-Unis.

## Brésil

### RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Gouvernance mondiale / Négociations sur le climat / Positionnement des acteurs

Rapport du CINDÉS, centre brésilien d'études sur l'intégration et le développement • Analyse de la littérature et analyse statistique • Scénarios sur le positionnement brésilien • Horizon 2018

**VIOLA Eduardo et FRANCHINI Matías, *Status quo ou reforma? O Brasil na governança das fronteiras planetárias 2013-2018*, Rio de Janeiro : Centro de Estudos de Integração e Desenvolvimento (CINDÉS), *breves cindés* n° 76, août 2013, 16 p. URL : [http://www.cindésbrasil.org/site2010/index.php?option=com\\_jdownloads&Itemid=14&view=finish&cid=730&catid=4](http://www.cindésbrasil.org/site2010/index.php?option=com_jdownloads&Itemid=14&view=finish&cid=730&catid=4). Consulté le 8 octobre 2013**

Le but de ce document est de réfléchir au positionnement brésilien, durant les cinq prochaines années, concernant la problématique croissante de la gouvernance mondiale du climat. Il expose plusieurs scénarios pour permettre au Brésil de se positionner correctement dans les négociations à venir. Tous les scénarios les plus probables impliquent une gouvernance internationale conservatrice, où les États-Unis et la Chine maintiennent leur *statu quo*. L'Europe se maintient dans le camp réformiste des relations internationales sur le climat, mais avec une capacité de *leadership* limitée.

Parmi les grands émergents, on retrouve la Russie et l'Inde, penchant surtout dans le camp conservateur, alors que la Corée du Sud, tout en cherchant à maintenir une certaine stabilité, penche dans le camp des réformistes. Le cas du Japon est plus incertain, mais il est peu probable qu'une transition se fasse vers le camp conservateur.

En ce qui concerne le Brésil, un des scénarios les plus probables évoque le renforcement du mouvement réformiste et l'affaiblissement du mouvement conservateur.

**RESSOURCES STRATÉGIQUES**

Production et exportations agricoles / Industrie agroalimentaire / Brésil

*Rapport du ministère brésilien de l'Agriculture • Projections de la production et des exportations de denrées alimentaires • Modèles statistiques • Horizon 2023*

MAPA (Ministério da Agricultura, Pecuária e Abastecimento ; Assessoria de Gestão Estratégica), *Projeções do Agronegócio. Brasil 2012/13 a 2022/23. Projeções de Longo Prazo*, Brasília : MAPA, juin 2013, 98 p. URL : [http://www.agricultura.gov.br/arq\\_editor/file/Ministerio/planos%20e%20programas/projecoes%20para%20web\\_menor.pdf](http://www.agricultura.gov.br/arq_editor/file/Ministerio/planos%20e%20programas/projecoes%20para%20web_menor.pdf). Consulté le 8 octobre 2013

Cette étude prospective a été préparée par le ministère brésilien de l'Agriculture, des Pêches et de l'Approvisionnement (MAPA). Il s'agit d'un rapport annuel exposant les prévisions et les tendances pour l'agriculture brésilienne dans un contexte d'évolution de l'agriculture mondiale : indicateurs globaux du système agricole tels que le revenu agricole et les prix alimentaires, pour les 10 années à venir.

Selon le MAPA, le pays devrait continuer à renforcer sa présence dans le commerce mondial de soja, de viande bovine et de viande aviaire. Le pays serait le quatrième plus grand exportateur mondial de maïs en 2023, derrière les États-Unis, les pays de l'ex-Union soviétique et l'Argentine. Le pays représenterait 13,4 % des parts du commerce mondial dans l'exportation du maïs. Le Brésil serait le plus grand exportateur de soja, représentant 44,2 % du commerce mondial. En ce qui concerne la viande bovine, le Brésil se classerait en deuxième position des exportateurs, représentant 19,9 % des exportations mondiales, derrière l'Inde. Enfin, en ce qui concerne la viande aviaire, le Brésil se positionnerait au premier rang, avec 41,7 % des exportations mondiales.

**Canada****DÉFENSE ET SÉCURITÉ**

Drones / Capacités / Forces armées / Canada

*Publication du CDFAI, think-tank indépendant et non partisan, spécialisé dans les questions de défense et de relations internationales du Canada • Rédigée par un général de l'armée de l'air canadienne à la retraite • État des lieux • Analyse des capacités • Pas d'horizon spécifique • Recommandations militaires*

HOLMAN D. Fraser, *The Future of Drones in Canada: Perspectives from a Former RCAF Fighter Pilot*, Calgary : Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Strategic Studies Working Group Papers*, août 2013, 12 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/The%20Future%20of%20Drones%20in%20Canada.pdf>. Consulté le 8 octobre 2013

Présentant les drones dans leur ensemble, leurs caractéristiques, niveaux technologiques, autonomie, problèmes de communication et résultats en opération, D.F. Holman s'interroge sur la pertinence de leur développement pour les forces armées canadiennes, que ce soit pour des missions de surveillance ou pour des missions de combat. Fort d'une

riche documentation, il décortique tous les aspects positifs et négatifs de ces engins. Il recommande en conclusion le développement des drones de surveillance, en particulier dans le Grand Nord canadien, mais reste en revanche plus sceptique sur l'apport des drones de combat pour les forces armées canadiennes, en particulier en ce qui concerne le combat aérien. Il invite en conséquence à un renforcement de la fiabilité du cadre juridique et à une réflexion sur les clients potentiels.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Défense / Stratégie nationale / Interopérabilité / Canada / OTAN / ONU

*Publication du CDFAI, think-tank indépendant et non partisan, spécialisé dans les questions de défense et de relations internationales du Canada • État des lieux • Recommandations politiques*

**SEGAL Hugh et MCLEAN Jessica Y., *Exigencies of Future Deployments: What Canada must Exact from its Military Partners*, Calgary : Canadian Defence and Foreign Affairs Institute (CDFAI), *Policy Paper*, juin 2013, 12 p. URL : <http://www.cdfai.org/PDF/Exigencies%20of%20Future%20Deployments.pdf>. Consulté le 8 octobre 2013**

Les auteurs attirent l'attention sur la baisse des budgets de défense des principaux alliés stratégiques du Canada (États-Unis, France, Royaume-Uni et Pays-Bas) et estiment qu'elle aura pour effet de renforcer les attentes des alliés en vue d'un engagement accru du Canada dans les opérations extérieures. Dressant un rapide historique de la participation canadienne aux missions de l'OTAN et de l'ONU, ce document s'interroge sur l'attitude que doit adopter Ottawa face aux futures crises. Privilégiant le principe de coalitions de circonstance, les auteurs remarquent que chaque opération militaire a ses propres particularités. Ce texte recommande ainsi moins de « suivisme » dans l'attitude du Canada, et préconise dans le même temps, en marge de la stratégie du pivot asiatique de Washington, de renforcer ses partenariats stratégiques avec les autres pays du Commonwealth en Asie-Pacifique, notamment l'Australie.

## DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Stratégie du pivot / Questions économiques et sociales / Stratégie d'influence / Diplomatie

*Synthèse d'une conférence organisée par la Fondation Asie-Pacifique du Canada, groupe de réflexion indépendant sans but lucratif qui s'intéresse aux relations du Canada avec l'Asie • Identification des enjeux économiques, politiques et sociaux par un panel d'experts • Recommandations politiques • Pas d'horizon spécifique*

**FONDATION ASIE-PACIFIQUE DU CANADA, *CanadAsia 2013: Navigating Asia's Future, Charting Canada's Strategy*, Vancouver : Fondation Asie-Pacifique du Canada, *Summary Report* de la conférence tenue du 3 au 5 juin 2013 à Vancouver, août 2013, 30 p. URL : [http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/ca2013\\_efinal\\_report\\_0.pdf](http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/ca2013_efinal_report_0.pdf). Consulté le 8 octobre 2013**

Prenant exemple sur la stratégie du pivot des États-Unis, le Canada s'interroge sur son engagement en Asie-Pacifique. C'est dans le cadre de ces réflexions qu'a été organisée, en juin, une conférence rassemblant des responsables politiques et économiques, des acteurs de la société civile et des experts, et portant sur la stratégie canadienne en Asie-Pacifique. Parmi les actions que pourrait entreprendre le Canada figurent : la participation



accrue au développement des services en Asie ; une intensification des échanges visant à développer les énergies renouvelables ; le renforcement de la stratégie d'influence du Canada dans cette région ; et la préparation des futures générations canadiennes à un monde centré sur l'Asie-Pacifique. Les membres du panel réuni dans cette conférence s'accordent sur l'importance que le Canada doit donner à son engagement en Asie-Pacifique et recommandent aux décideurs politiques d'organiser chaque année des réunions de travail visant à définir les contours de cet engagement.

## Chine

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

Sécurité périphérique / Sécurité durable / Relations Chine-États-Unis / Relations Chine-Japon

Article du vice-directeur de l'Institute of Modern International Relations of Tsinghua University, spécialiste du Japon et de l'Asie de l'Est • Pas de méthodologie spécifique • Horizon post-2023

LIU Jianguo, « 国际格局演变与中国周边安全 [L'évolution des relations internationales et de la sécurité périphérique de la Chine] », *World Economics and Politics*, n° 6, juin 2013, p. 4-24, Institute of World Economics and Politics, Chinese Academy of Social Sciences (Pékin). URL : <http://1think.org/thinktank/201308/2013083024915.shtml>. Consulté le 8 octobre 2013

L'article constate que la paix et le développement restent les principes les plus importants à l'échelle des relations internationales. L'essentiel pour la Chine, dans les 30 ans à venir, n'est pas tant d'essayer de devenir le pays le plus puissant du monde que d'éviter de finir comme la Russie et le Japon, qui ont perdu une grande part de leur influence dans les affaires internationales. En matière de sécurité périphérique de la Chine, l'auteur constate que le pays risque d'entrer en guerre avec le Japon si ce dernier participe à l'OTAN, et que le conflit pourrait s'élargir en Asie de l'Est. Par ailleurs, la Chine (surtout les régions du nord-ouest) pourrait se trouver concernée par les conflits entre l'extrémisme violent incarné par Al-Qaïda et le multilatéralisme violent incarné par les États-Unis. De plus, l'instabilité en péninsule coréenne entre le multilatéralisme pacifique et le multilatéralisme violent, pourrait aussi affecter la sécurité de la Chine.

### RELATIONS INTERNATIONALES

Prospective / Monde multipolaire / Choix stratégique

Article du directeur du Centre d'études sur la sécurité internationale au sein du Nanjing Institute of International Relations of People's Liberation Army • Pas de méthodologie spécifique • Horizon post-2023 • Recommandations stratégiques

LIU Qiang, « 未来中国国际角色定位的战略选择 [Le rôle de la Chine au sein des nouvelles relations internationales dans l'avenir] », *Journal of PLA Nanjing Institute of Politics*, n° 2, avril 2013, p. 79-84, Nanjing Institute of Politics of People's Liberation Army (Nanjing). URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=8892>. Consulté le 8 octobre 2013

L'auteur relève d'abord les difficultés que la Chine rencontrera dans un futur proche. Il mentionne le goulet d'étranglement du développement économique, la faible influence du *soft power*, la sécurité périphérique de la Chine et l'augmentation des responsabilités internationales. Il estime que, dans 10 ou 15 ans, la puissance économique de la Chine pourrait dépasser celle des États-Unis. Pourtant, les États-Unis resteront le pays le plus puissant militairement. L'auteur propose à la Chine de ne pas devenir *leader* dans les affaires internationales. En revanche, il considère que la Chine peut devenir un acteur constructif pour harmoniser les relations entre les pays développés et les pays en voie de développement.

## RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

Afrique / Union africaine / Ressources naturelles / Économie / Relations extérieures de l'Afrique

*Article issu d'un séminaire sur la situation internationale organisé à Pékin en novembre 2012 par le China Institute of International Studies (ministère des Affaires étrangères) et la Foundation for International Studies and Academic Exchanges (think-tank fondé en 1999, dirigé principalement par d'anciens diplomates et des hauts fonctionnaires retraités) • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques*

**WAN Lingying**, « 非洲国际地位的变化及前景 [La transformation du statut international de l'Afrique et ses perspectives] », *Changing Global Security and China's Response*, mai 2013, p. 191-204, World Affairs Press (Pékin). URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=8670>. Consulté le 9 octobre 2013

L'auteur est chercheur associé au China Institute of International Studies. Cet article identifie tout d'abord les intérêts et les politiques de différents acteurs (États-Unis, Japon, Chine, Russie, Union européenne) en Afrique. Ensuite, il fait le constat que les pays africains pourront tirer parti des expériences asiatiques et que la vitesse de développement de l'Afrique sera plus rapide que celle des pays développés. En raison de ce développement et de l'importance des ressources naturelles africaines, les acteurs devraient augmenter leurs investissements en Afrique. De plus, l'Union africaine pourrait aussi contribuer au développement de la région. Enfin, l'auteur souligne les éléments susceptibles de limiter le développement : la pauvreté qui prévaut dans cette région, l'ingérence étrangère dans les affaires africaines et les conflits internes (ethniques, territoriaux...).

## États-Unis

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Défense / États-Unis / Afrique

*Étude publiée par le Strategic Studies Institute, centre de recherche dépendant du Collège de guerre de l'armée américaine • État des lieux • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques*

**BROWN David E.**, *AFRICOM at 5 Years: The Maturation of a New U.S. Combatant Command*, Carlisle : Strategic Studies Institute (SSI), *Letort Papers*, août 2013, 125 p. URL : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pubs/download.cfm?q=1164>. Consulté le 9 octobre 2013

Dans ce rapport, David E. Brown dresse un état des lieux du Commandement des États-Unis pour l'Afrique (l'AFRICOM), créé en 2007 et constituant le sixième commandement géographique du département de la Défense des États-Unis. Après avoir rappelé le contexte historique prévalant à la création de l'AFRICOM, l'auteur montre comment cette structure est parvenue à se légitimer, notamment envers les cercles décisionnels africains. Remettant en cause les théories selon lesquelles l'AFRICOM susciterait l'hostilité de Paris et aurait été institué pour contrer l'influence chinoise en Afrique et exploiter les réserves en hydrocarbures de ce continent, David E. Brown conclut son étude en émettant plusieurs recommandations. Tout d'abord, il indique que l'AFRICOM aurait besoin d'un net renforcement capacitaire. Il suggère ensuite que l'AFRICOM devrait privilégier la coopération avec les démocraties émergentes, tel le Bénin, plutôt qu'avec des régimes autocratiques comme l'Ouganda ou le Rwanda. En troisième lieu, il suggère que le commandement géographique développe une approche multilatérale dans ses relations avec les États africains, afin notamment d'aider à l'émergence d'une architecture africaine de sécurité. L'auteur se penche également sur le lieu où devraient, idéalement, être basés les quartiers généraux de l'AFRICOM.

### RELATIONS INTERNATIONALES

Lutte d'influence / Asie / Chine / États-Unis

*Étude publiée par le Center for a New American Security, un think-tank américain indépendant spécialisé sur les politiques de défense et de sécurité • Identification des éléments moteurs • Pas d'horizon spécifique • Recommandations politiques*

**CRONIN Patrick M.**, **FONTAINE Richard**, **HOSFORD Zachary M.**, **SKYLAR MASTRO Oriana**, **RATNER Ely** et **SULLIVAN Alexander**, *The Emerging Asia Power Web: The Rise of Bilateral Intra-Asian Security Ties*, Washington, D.C. : Center for a New American Security, juin 2013, 52 p. URL : [http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS\\_AsiaPowerWeb.pdf](http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_AsiaPowerWeb.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

Les auteurs de ce document exposent les avantages que pourraient tirer les États-Unis de l'émergence d'un « réseau des puissances asiatiques » (*Asia Power Web*) pour contrebalancer l'influence militaire et commerciale de la Chine dans la région. L'Australie, l'Inde, le Japon, Singapour, la Corée du Sud et le Viêt-nam tendent en effet à se rassembler autour d'une coopération militaire et sécuritaire. Washington pourrait prendre le *leadership* de

ce réseau et augmenter ainsi son influence dans la région. La mise en place d'un tel réseau permettrait d'augmenter la pression asiatique sur la Chine et de diminuer l'intensité de la concurrence sino-américaine. Les États-Unis peuvent aussi profiter de ce réseau d'alliances pour renforcer leurs partenariats bilatéraux en Asie, la nouvelle région pivot de l'influence américaine mondiale.

## RELATIONS INTERNATIONALES

Échanges commerciaux / Partenariat préférentiel / États-Unis / Afrique subsaharienne

*Rapport de la Brookings, un des plus grands think-tanks en sciences sociales des États-Unis • Méthode des scénarios • Horizon stratégique 2015 • Recommandations politiques*

**MEVEL Simon, LEWIS Zenia A., KIMENYI Mwangi S., KARINGI Stephen et KAMAU Anne, *The African Growth and Opportunity Act: An Empirical Analysis of the Possibilities Post-2015*, Washington, D.C. : Brookings Institution (Africa Growth Initiative at Brookings), juillet 2013, 68 p. URL : <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2013/07/agoa%20beyond/130729%20agoa%202013webfinal.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013**

L'accord commercial préférentiel entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne (AGOA) prend fin en 2015 et les responsables politiques s'interrogent sur l'opportunité de le prolonger, d'en étendre le cadre ou de ne pas le renouveler. Dans cette optique, l'étude publiée par la Brookings propose cinq scénarios pour évaluer les conséquences du futur cadre des relations commerciales États-Unis / Afrique.

Sous le prisme de ces scénarios, les auteurs préconisent d'étendre le cadre de l'AGOA après 2015, notamment en multipliant les champs couverts par l'accord, aujourd'hui limités aux secteurs minier et textile, et en augmentant le nombre de pays impliqués dans l'organisation. Parallèlement, les États-Unis doivent développer l'intégration régionale africaine dans le cadre des communautés économiques : CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), EAC (Communauté d'Afrique de l'Est), CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). Cette dernière mesure pourrait à court terme avoir un impact négatif sur les exportations américaines vers l'Afrique, à cause de l'augmentation des échanges régionaux en Afrique ; à long terme, cependant, elle favoriserait le développement et la croissance économique du continent africain.

## RESSOURCES STRATÉGIQUES

Gaz / Politique climatique / États-Unis

*Rapport du Center for American Progress, centre de recherche indépendant sur les grands enjeux du monde contemporain • Analyse des impacts de l'essor du gaz de schiste sur le respect des objectifs climatiques • Horizon 2030*

**BANKS Darryl et TARASKA Gwynne, *U.S. Natural-Gas Use Must Peak by 2030*, Washington, D.C. : Center for American Progress, juillet 2013, 26 p. URL : <http://www.americanprogress.org/wp-content/uploads/2013/07/NaturalGasReport.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013**

Les émissions de CO<sub>2</sub> des États-Unis liées à la consommation d'énergie ont atteint leur plus bas niveau depuis 1994, notamment grâce au remplacement d'une partie des cen-

trales électriques au charbon par des centrales à gaz. Cependant, selon les prévisions de l'AIE (Agence internationale de l'énergie), les émissions du pays pourraient à nouveau augmenter à partir de 2020. En conséquence, selon les auteurs, les États-Unis doivent privilégier au maximum la consommation de gaz naturel, qui génère moins de CO<sub>2</sub> que le charbon. Néanmoins, le recours au gaz ne constitue pas une solution durable sur le long terme, car son extraction et sa combustion génèrent des émissions de gaz à effet de serre incompatibles avec la lutte contre le réchauffement climatique.

## RESSOURCES STRATÉGIQUES

Énergie nucléaire / Compétitivité / Protection de l'environnement / États-Unis

*Rapport du CSIS, think-tank américain bipartisan parmi les plus influents sur les questions internationales • Rédigé dans le cadre du CSIS Nuclear Energy Program, qui milite pour le développement de l'industrie nucléaire aux États-Unis • État des lieux et perspectives • Horizon post-2030 • Recommandations politiques*

**CSIS COMMISSION ON NUCLEAR ENERGY POLICY IN THE UNITED STATES, *Restoring U.S. Leadership in Nuclear Energy: A National Security Imperative***, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), rapport du *CSIS Nuclear Energy Program*, juin 2013, 90 p. URL : [http://csis.org/files/publication/130719\\_Wallace\\_RestoringUSLeadershipNuclearEnergy\\_WEB.pdf](http://csis.org/files/publication/130719_Wallace_RestoringUSLeadershipNuclearEnergy_WEB.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

Pointant du doigt le déclin de l'industrie nucléaire aux États-Unis face à d'autres sources d'énergie, sa rentabilité en baisse et un inquiétant vieillissement des centrales, ce rapport met en relief le risque de voir le nombre de centrales baisser de façon sensible à horizon 2030 (et disparaître d'ici 2050), et le secteur prendre du retard sur l'Europe, la Russie et l'Asie. Fortement axé autour de recommandations pour les dirigeants américains, en vue de réactiver la production nucléaire aux États-Unis, ce rapport préconise : 1) la construction de réacteurs de nouvelle génération pour remplacer le parc existant, via des aides économiques et fiscales ; 2) une plus grande coopération entre acteurs publics et privés ; 3) un renforcement des capacités en matière d'exportation de l'énergie nucléaire ; 4) une plus grande coopération internationale sur le nucléaire civil ; 5) des efforts portés sur le recyclage des déchets nucléaires ; et 6) une plus grande coordination gouvernementale.

## Inde

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Sécurité intérieure / Inde / Contre-insurrection

*Monographie publiée par l'IDSA, centre de recherche indien indépendant, spécialisé dans les questions de défense et de sécurité • Méthode des scénarios • Horizon stratégique 2030 • Recommandations politiques*

**GOSWANI Namrata, *India's Internal Security Situation: Present Realities and Future Pathways***, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *IDSA Monograph Series* n° 23, septembre 2013, 140 p. URL : [http://www.idsa.in/system/files/mongraph\\_23.pdf](http://www.idsa.in/system/files/mongraph_23.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

Namrata Goswani expose trois scénarios sur l'évolution, à l'horizon 2030, de la situation sécuritaire en Inde. Dans le premier scénario, le Naxalisme, un mouvement insurrectionnel présent dans l'est de l'Inde, prend de l'ampleur en réaction à un taux de pauvreté et un taux de chômage alarmants, notamment parmi les populations les plus jeunes. Selon le deuxième scénario, dans l'hypothèse d'une croissance économique annuelle de 8 %, la répartition des richesses dans le pays profiterait à une plus grande part de la population, l'ensemble des Indiens bénéficiant des politiques étatiques. Et dans le troisième scénario, l'Inde doit faire face aux conséquences de la multiplication des groupes terroristes au Pakistan et au Bhoutan, soutenus, au moins indirectement, par les gouvernements chinois et pakistanais.

Pour enrayer ces conflits potentiels, l'auteur propose de mettre en place une vaste politique sociale de lutte contre la pauvreté dans les régions touchées, en s'appuyant sur les ressources locales. Il souhaite aussi que les forces de police soient formées à la gestion des conflits, et que l'on agisse en faveur de la promotion de la non-violence et de la lutte contre la criminalité au sein de la société civile. Il faut aussi étendre les axes de dialogue entre les États voisins de l'Inde (Bangladesh, Bhoutan, Birmanie) et le gouvernement indien afin de réduire la violence transfrontalière. Pour lutter contre le terrorisme, l'auteur propose enfin un renforcement des appareils policiers dans les champs de la cybersécurité et de la finance, en vue de couper les liens de communication et de financement des cellules.

## RELATIONS INTERNATIONALES

### Conflit frontalier / Inde / Chine

*Monographie publiée par l'IDSA, centre de recherche indien indépendant, spécialisé dans les questions de défense et de sécurité • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations politiques*

**DAS Rup Narayan, *India-China Relations: A New Paradigm*, New Delhi : Institute for Defence Studies and Analyses (IDSA), *IDSA Monograph Series* n° 19, mai 2013, 122 p. URL : <http://www.idsa.in/system/files/Monograph19.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013**

Dans cette monographie, Rup Narayan Das livre une analyse de l'évolution des relations sino-indiennes depuis l'indépendance de l'Inde en 1949. Rappelant l'histoire bilatérale chaotique des deux pays, l'auteur affirme que la montée des deux puissances, sur les plans économique et militaire, est un facteur d'apaisement, sinon de stabilité, dans les relations mutuelles qu'elles entretiennent.

Au travers de conflits auxquels elles ont été confrontées, notamment une guerre de courte durée en 1962, l'Inde et la Chine ont développé un fort niveau de résilience. Ainsi, les tensions qui émergent de leurs relations ne remettent pas fondamentalement en cause les avancées qui ont jusqu'ici été mises en place. Le réchauffement des relations sino-indiennes est un processus lent qui continuera à avancer, sans aide internationale, grâce aux mécanismes politiques et commerciaux qui sont progressivement mis en place.

## Royaume-Uni

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Désarmement nucléaire / Non-prolifération / Groupe P5

*Rapport publié par le RUSI, think-tank indépendant travaillant sur les questions de défense et de sécurité • État des lieux et perspectives • Horizon 2015 et au-delà • Recommandations*

**BERGER Andrea et CHALMERS Malcolm, *Great Expectations: The P5 Process and the Non-Proliferation Treaty*, Londres : Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), *Whitehall Report* 3-13, août 2013, 72 p. URL : [http://www.rusi.org/downloads/assets/WHR\\_3-13\\_Web.pdf](http://www.rusi.org/downloads/assets/WHR_3-13_Web.pdf). Consulté le 9 octobre 2013**

Ce rapport traite des travaux et de l'actualité du groupe P5, les cinq puissances nucléaires officielles (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie), et ce dans la perspective de la conférence de révision du traité de non-prolifération de 2015. Ce groupe représente un espace de discussions régulières sur le désarmement nucléaire entre les cinq. Après avoir retracé l'histoire des négociations de désarmement, le rapport expose les priorités du P5 et l'avancée des discussions. Ce document offre une vision optimiste du processus en lui-même, estimant que celui-ci constitue un succès qui pourrait ouvrir la porte à la création d'un cadre normatif pour ces discussions, notamment en ce qui concerne la Chine. Toutefois, il émet des réserves quant aux résultats et perspectives à long terme, considérant que le rapport au comité préparatoire prévu pour 2014 pourrait se révéler décevant. Il conseille une démarche plus ambitieuse visant à influencer sur la logique même du processus de désarmement, plutôt que sur des engagements ponctuels.

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Recherche scientifique / Sécurité / Royaume-Uni

*Actes d'une conférence consacrée à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens, tenue le 6 février 2013, publiés par le RUSI, think-tank indépendant travaillant sur les questions de défense et de sécurité, et le STFC, conseil rattaché au ministère de la Science et de l'Innovation, visant à favoriser le développement d'une économie de la connaissance au Royaume-Uni • État des lieux et perspectives • Pas de méthodologie ni d'horizon spécifiques • Recommandations*

**COLE Jennifer (sous la dir. de), *Tackling Antimicrobial Resistance: Identifying Future Research Themes - Proceedings of the Conference 'Tackling Antimicrobial Resistance', 6 February 2013*, Swindon / Londres : Science and Technology Facilities Council (STFC) / Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), *STFC/RUSI Conferences Series* n° 1, août 2013, 121 p. URL : [http://www.rusi.org/downloads/assets/201308\\_Tackling\\_AMR\\_web.pdf](http://www.rusi.org/downloads/assets/201308_Tackling_AMR_web.pdf). Consulté le 9 octobre 2013**

Cette publication rassemble les allocutions prononcées lors d'une conférence, et les conclusions des groupes de réflexion y ayant participé. La conférence en question visait à identifier les thèmes de recherche susceptibles d'aider le gouvernement britannique à mettre en place sa politique concernant la résistance antimicrobienne et à définir sa politique future. Les conférenciers mettent l'accent sur la nécessité d'une politique globale, ce qui implique un bilan général des données existantes et la mise au point de méthodes de collecte de données au niveau mondial sur les infections concernées et les traitements

disponibles. Certaines pistes de recherche sont également avancées, portant par exemple sur l'influence de l'environnement des patients sur le développement des maladies, la démonstration d'un phénomène de résistance accrue aux médicaments conventionnels, ou l'épidémiologie des bactéries multirésistantes.

## RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

Modélisation climatique / Réchauffement climatique / Politiques publiques

*Document de travail du CCCEP et du Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, deux centres de recherche sur le changement climatique de la London School of Economics and Political Sciences • Analyse comparée des exercices de modélisation des impacts des politiques publiques de lutte contre le réchauffement climatique • Pas d'horizon spécifique*

MARCELLESI Alexandre et CARTWRIGHT Nancy, *Modeling Climate Mitigation and Adaptation Policies to Predict their Effectiveness: The Limits of Randomized Controlled Trials*, Londres : CCCEP (Centre for Climate Change Economics and Policy), *Working Paper* n° 140 / Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, *Working Paper* n° 120, août 2013, 32 p. URL : <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/publications/WorkingPapers/Papers/120-29/WP120-Modeling-climate-mitigation-and-adaptation-policies.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013

Cet article s'intéresse aux problèmes rencontrés lors des modélisations des impacts des politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ces modélisations ont pour objectif d'estimer les retombées environnementales et financières des politiques menées par rapport à une situation de laisser-aller. Pour cela, des tests sont réalisés auprès de populations soumises aux mesures et comparés à des populations de contrôle. Cependant, selon les auteurs, ces tests présentent d'importantes limites, sont trop restrictifs et ne constituent donc pas forcément l'outil le plus adapté pour prédire l'efficacité des politiques publiques.

## RESSOURCES STRATÉGIQUES

Précarité énergétique / Royaume-Uni / Politiques publiques

*Rapport du ministère britannique de l'Énergie et du Changement climatique • Mise au point d'un indicateur permettant d'appréhender plus finement le problème de la précarité énergétique et d'y faire face à l'avenir • Pas d'horizon ni de méthodologie spécifiques • Recommandations politiques*

DAVEY Edward (secrétaire d'État chargé de l'Énergie et du Changement climatique), *Fuel Poverty: A Framework for Future Action*, Londres : The Stationery Office Ltd, juillet 2013, 48 p. URL : [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/211180/FuelPovFramework.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/211180/FuelPovFramework.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

La précarité énergétique est devenue une priorité pour le gouvernement britannique, qui craint que les ménages les plus précaires ne bénéficient pas des mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique des logements. Le présent rapport propose donc un plan d'action pour lutter contre la précarité énergétique à l'avenir. Les auteurs ont mis au point un nouvel indicateur pour mesurer ce phénomène, permettant de mieux analyser son ampleur et ses caractéristiques au Royaume-Uni. Cet indicateur permet de fixer de nouveaux objectifs et des priorités pour l'avenir. ■



# Autres publications

## Afrique du Sud

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- BAHADUR Manmohan, « Coercive Air Power and Peace Enforcement », *South African Army Journal*, n° 7, juillet 2013, p. 30-35, Pretoria. URL : [http://www.army.mil.za/publications/journal/2013\\_publish/2/SAAJ\\_7%202013%20INNER%20PRINT.pdf](http://www.army.mil.za/publications/journal/2013_publish/2/SAAJ_7%202013%20INNER%20PRINT.pdf). Consulté le 9 octobre 2013
- LORD Dick, « Some Thoughts for Future Commanders », *South African Army Journal*, n° 7, juillet 2013, p. 3-4, Pretoria. URL : [http://www.army.mil.za/publications/journal/2013\\_publish/2/SAAJ\\_7%202013%20INNER%20PRINT.pdf](http://www.army.mil.za/publications/journal/2013_publish/2/SAAJ_7%202013%20INNER%20PRINT.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

## Allemagne

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

- HARDER Markus, *Anforderungen an eine Europäische Maritime Sicherheitsstrategie. Deutschland sollte seine maritimen Interessen klar geltend machen [Demande d'une stratégie maritime européenne : l'Allemagne devrait faire valoir ses intérêts]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 43, juillet 2013, 4 p. URL : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A43\\_hae.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A43_hae.pdf). Consulté le 9 octobre 2013
- KAIM Markus, *Deutschlands militärischer Beitrag in Afghanistan nach 2014. Anforderungen an die Nato-Mission « Resolute Support » [Contribution militaire de l'Allemagne en Afghanistan après 2014]*, Berlin : Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP), *SWP-Aktuell* n° 45, juillet 2013, 4 p. URL : [http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A45\\_kim.pdf](http://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/aktuell/2013A45_kim.pdf). Consulté le 9 octobre 2013

## Australie

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

- BLAIR Dennis C. , *What should We Do about China?*, Canberra : Strategic and Defence Studies Centre (SDSC) de l'Australian National University, *The Centre of Gravity Series* n° 8, juin 2013, 8 p. URL : <http://ips.cap.anu.edu.au/sites/default/files/COG-8.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013
- JENNINGS Peter *et alii*, *Agenda for Change: Strategic Choices for the Next Government*, Barton : Australian Strategic Policy Institute (ASPI Strategy), août 2013, 64 p. URL : [http://www.aspi.org.au/publications/publication\\_details.aspx?ContentID=372](http://www.aspi.org.au/publications/publication_details.aspx?ContentID=372). Consulté le 9 octobre 2013

• MANICOM James, *Sources of Tension in the Asia-Pacific: Strategic Competition, Divided Regionalism and Non-Traditional Security Challenges*, Barton (Australie) / Waterloo (Canada) : Australian Strategic Policy Institute / The Centre for International Governance Innovation, *Special Report "Australia-Canada Security Cooperation in the Asia-Pacific"*, Paper 1, août 2013, 20 p. URL : [http://www.aspi.org.au/publications/publication\\_details.aspx?ContentID=373&pubtype=-1](http://www.aspi.org.au/publications/publication_details.aspx?ContentID=373&pubtype=-1). Consulté le 9 octobre 2013

## Brésil

### ► RELATIONS INTERNATIONALES

SOUZA FARIAS Rogério (de) et RAMANZINI JÚNIOR Haroldo, « A construção do horizonte e o futuro do estudo da política externa brasileira », *Boletim Meridiano* 47, vol. 14, n° 137, , mai-juin 2013, p. 3-12, Instituto Brasileiro de Relações Internacionais (Brasília). URL : <http://seer.bce.unb.br/index.php/MED/article/download/8896/6929>. Consulté le 10 octobre 2013

### ► RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

RENZIO Paolo (de) (sous la dir. de), *China's Engagement in Africa: Responding to Growing Tensions and Contradictions*, Rio de Janeiro : Centro de Estudos e Pesquisas BRICS (BRICS Policy Center), Research Group of International Cooperation for Development, *Policy Brief*, juin 2013, 12 p. URL : <http://bricspolicycenter.org/homolog/uploads/trabalhos/6003/doc/106878267.pdf>. Consulté le 10 octobre 2013

## Canada

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

BYERS Michael et WEBB Stewart, *That Sinking Feeling: Canada's Submarine Program Springs a Leak*, Ottawa : Canadian Center for Policy Alternatives, juin 2013, 58 p. URL : <http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2013/06/ThatSinkingFeeling.pdf>. Consulté le 9 octobre 2013

## Chine

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• LAN Jianxue, « 中国与南亚互联互通的现状与未来 [Les relations entre la Chine et l'Asie du Sud. Situation actuelle et perspectives] », China Institute of International Studies (Pékin), article publié en ligne le 30 juillet 2013. URL : [http://www.ciis.org.cn/chinese/2013-07/30/content\\_6165571.htm](http://www.ciis.org.cn/chinese/2013-07/30/content_6165571.htm). Consulté le 9 octobre 2013

• WANG Qiaobao, « 十年来的中国军事外交-回顾与展望 [La diplomatie militaire chinoise des 10 dernières années. Analyse et prospective] », *World Outlook*, n° 2, mars-avril 2013, Shanghai Institutes for International Studies. URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=9012>. Consulté le 9 octobre 2013

## ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES / RESSOURCES STRATÉGIQUES

LUI Hongwu « 非洲发展大势与中国的战略选择 [Le développement en Afrique et le choix stratégique de la Chine] », *China International Studies*, n° 2, mars-avril 2013, China Institute of International Studies (Pékin). URL : <http://www.faobserver.com/NewsInfo.aspx?id=9013>. Consulté le 9 octobre 2013

## ► RESSOURCES STRATÉGIQUES

WANG Juiling, « 未来能源与电力发展的战略思考 [Réflexion stratégique sur le développement futur de l'énergie et de l'électricité] », *Globalization Monthly*, vol. 7, août 2013, p. 99-103, China Center for International Economic Exchanges (Pékin). URL : <http://www.cciee.org.cn/WebSite/cciee/Upload/File/201308/20130801075334719250.pdf>. Consulté le 10 octobre 2013

## États-Unis

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ

WALKER Dinah, *Trends in U.S. Military Spending*, New York : Council on Foreign Relations, 30 juillet 2013, 11 p. URL : <http://www.cfr.org/defense-budget/trends-us-military-spending/p28855>. Consulté le 10 octobre 2013

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

ALLEN John R., FLOURNOY Michèle et O'HANLON Michael, *Toward a Successful Outcome in Afghanistan*, Washington, D.C. : Center for a New American Security (Voices from the Field), mai 2013, 16 p. URL : [http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS\\_Afghanistan\\_Flournoy\\_Voices.pdf](http://www.cnas.org/files/documents/publications/CNAS_Afghanistan_Flournoy_Voices.pdf). Consulté le 10 octobre 2013

### ► FLUX MIGRATOIRES

SANOK KOSTRO Stephanie et MANN Scott F., *Innovative Immigration and Border Control Reform*, Washington, D.C. : Center for Strategic and International Studies (CSIS), *Homeland Security and Counterterrorism Program*, 31 juillet 2013, 11 p. URL : [http://csis.org/files/publication/130807\\_Sanok\\_InnovativeImmigrationBorderControl.pdf](http://csis.org/files/publication/130807_Sanok_InnovativeImmigrationBorderControl.pdf). Consulté le 10 octobre 2013

## Royaume-Uni

---

### ► DÉFENSE ET SÉCURITÉ / RELATIONS INTERNATIONALES

• LOUTH John, BONTEMS Pierre, CARLIER Bouchra et PILOTTIN Axel, *Defence Industry and the Reinvigorated UK-UAE Security Relationship*, Londres : Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), *Occasional Paper*, juin 2013, 17 p. URL : [http://www.rusi.org/downloads/assets/201306\\_Defence\\_Industry\\_and\\_UK-UAE.pdf](http://www.rusi.org/downloads/assets/201306_Defence_Industry_and_UK-UAE.pdf). Consulté le 10 octobre 2013

• SWENSON-WRIGHT John, *Is Japan Truly “Back”? Prospects for a More Proactive Security Policy*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), *Briefing Paper*, juin 2013, 8 p. URL : [http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Asia/0613bp\\_japan.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Asia/0613bp_japan.pdf). Consulté le 10 octobre 2013

## ► RESSOURCES STRATÉGIQUES

• HEPBURN Donald *et alii*, *The World’s Industrial Transformation*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), rapport, juillet 2013, 58 p. URL : [http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/International%20Economics/0713r\\_industrialtransformation.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/International%20Economics/0713r_industrialtransformation.pdf). Consulté le 10 octobre 2013

• LAHN Glada, STEVENS Paul et PRESTON Felix, *Saving Oil and Gas in the Gulf*, Londres : Chatham House (The Royal Institute of International Affairs), rapport, août 2013, 53 p. URL : [http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/0813r\\_gulfoilandgas.pdf](http://www.chathamhouse.org/sites/default/files/public/Research/Energy,%20Environment%20and%20Development/0813r_gulfoilandgas.pdf). Consulté le 10 octobre 2013 ■

# FOCUS



## Allemagne

### RELATIONS INTERNATIONALES / DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Analyse prospective / Économie / Sécurité / Énergie / Coopération  
Allemagne-Russie

*Projet développé par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), l'université fédérale de l'Oural de Iekaterinbourg et l'université Viadrina de Francfort, sous le patronage de Frank-Walter Steinmeier, ancien ministre des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne • Groupe d'experts composé de professeurs, de chercheurs, d'étudiants, de conseillers politiques • Scénarios (méthode Shell) • Horizon 2030*

**SCENARIO TEAM DE-RU 2030, *Germany and Russia in 2030: Scenarios for a Bilateral Relationship***, Berlin : Friedrich Ebert Stiftung (FES), juin 2013, 31 p. URL : <http://library.fes.de/pdf-files/id-moe/10122.pdf>. Consulté le 8 octobre 2013

## Objectifs et résumé

L'élaboration de scénarios par le groupe d'experts en relations internationales et en économie, a ici pour but de proposer différentes images de l'état des relations bilatérales entre l'Allemagne et la Russie à l'horizon 2030. Cette étude se veut la plus objective possible, en évitant de dépeindre les attentes ou craintes de chacun vis-à-vis de l'avenir de ces relations. Les experts ont mis en avant différentes situations, espérées ou non, avantageuses ou non, mais toutes envisageables selon certaines conditions.

Quatre scénarios ont été avancés, englobant différents sujets à la fois économiques, politiques et sécuritaires. Ils vont du plus prometteur au plus inquiétant. Si la Russie et l'Allemagne peuvent se retrouver, dans 17 ans, dans la même situation qu'aujourd'hui, il est aussi probable que les relations se dégradent, laissant d'une part la Russie à la tête d'une Union eurasienne appauvrie, et d'autre part l'Allemagne en *leader* d'une eurozone épuisée par la crise.

Les auteurs n'entendent pas prédire l'avenir mais veulent donner des pistes aux décideurs politiques, qui pourront dégager des stratégies d'action afin de voir se réaliser certains scénarios ou, au contraire, d'en éviter d'autres.

## Méthode utilisée

Le projet fait suite à un appel d'offres lancé par la FES et l'université fédérale de l'Oural, visant à constituer un groupe de réflexion composé de 20 personnes issues d'horizons et de milieux professionnels variés, et ayant des opinions politiques aussi différentes que possible. La méthode suivie se réclame de celle élaborée par Shell. Les scénarios ont été établis en trois phases : phase d'orientation, phase de construction et phase d'affirmation.

La première phase consistait à établir, lors d'un *workshop*, les lignes directrices des relations germano-russes, c'est-à-dire à définir les variables susceptibles à l'avenir d'orienter les relations Allemagne-Russie dans un sens ou dans un autre. Huit « *driver forces* » ont

ainsi été identifiées : les relations commerciales et énergétiques, la modernisation économique de la Russie, le développement politique à l'intérieur de la Russie, le futur de l'Union européenne, les enjeux sécuritaires, le changement climatique, le basculement vers l'Asie, et le voisinage commun à l'Europe et la Russie. De même, toujours dans cette première phase, il s'agissait également pour les chercheurs d'identifier les facteurs (ou les événements) qui pourraient remettre en cause de manière fondamentale les relations bilatérales. Parmi les « *critical uncertainties* » relevées, on trouve : la désintégration de la fédération de Russie, l'effondrement de l'Union européenne et de la zone euro, des guerres régionales et une crise économique profonde.

À partir de ces éléments, certains membres du groupe de travail ont construit des scénarios. Ceux-ci ont ensuite été examinés par l'ensemble du groupe d'experts lors d'un *workshop* en fonction de deux critères : leur caractère plausible (*plausibility*) et leur robustesse (*consistency*). Quatre scénarios finaux ont été validés lors de ce deuxième *workshop*.

L'étude présente ces phases d'élaboration et la méthode utilisée. Elle se découpe en quatre parties, chacune correspondant à un scénario. Chaque scénario des relations germano-russes à l'horizon 2030 est illustré par une métaphore renvoyant à un type de bateau : le bateau de croisière, le navire de marchandises, le garde-côtes et le voilier. Les parties qui les composent sont relativement courtes (trois pages environ) et se décomposent en deux paragraphes : l'état des relations en 2030 et le déroulement des événements de 2013 à 2030. Cette dernière partie donne une vision prospective de l'évolution de la situation économique et politique des deux pays, et de l'état de leurs relations dans les domaines à la fois du commerce extérieur, des technologies, des investissements étrangers, de la coopération en matière de sécurité, du voisinage commun, du régime des visas, ainsi que des relations entre les États et la société civile. Le paragraphe concernant la sécurité et la défense évoque les liens de chacun des États avec les organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU), l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou l'Union européenne, en définissant les jeux d'alliances mis en place.

Cette étude sans parti pris se base sur les connaissances des experts du groupe de travail à l'égard de la situation actuelle, et sur leurs estimations des relations à venir. Aucune référence bibliographique n'est évoquée, si ce n'est pour assurer les capacités de pilotage de travaux de prospective de la FES. Le contenu de chacune des parties de l'étude résulte de travaux de *brainstorming* de l'équipe d'experts.

## Données et informations à retenir

Les quatre scénarios à l'horizon 2030 développés par les experts vont du plus prometteur au plus inquiétant, sans ordre défini :

► **Scénario 1. « Bateau de croisière : une alliance de valeurs »** : ce premier scénario est le plus positif pour les relations germano-russes. L'Allemagne se positionne en *leader* économique et politique d'une Union européenne affaiblie par la crise. Le marché énergétique américain fait pression sur les prix du gaz russe, qui s'effondrent. Le produit intérieur brut russe diminue de manière drastique, entraînant l'élection d'un candidat d'opposition à la tête du pays. Berlin aide la Russie dans son processus de modernisation et finance des projets de développement en matière agricole et énergétique. En termes de sécurité et de défense, Moscou se rapproche de l'OTAN et fait front commun avec l'ONU, les États-Unis et l'Union européenne, face aux menaces venant du Moyen-Orient.

► **Scénario 2. « Navire de marchandises : un partenariat pragmatique »** : ce deuxième scénario imagine la désintégration de l'eurozone. L'Allemagne prend la tête d'un groupe

d'États constitué par la France, la Pologne et des petits États (qui gardent l'euro pour monnaie), formant un noyau européen, une « *Core Europe* ». La Russie, quant à elle, est à la tête de l'Union eurasiennne qui va s'élargir peu à peu et regrouper les pays d'Asie centrale, la Biélorussie, l'Arménie, l'ensemble des pays du Caucase et de l'Europe orientale (Ukraine, Bulgarie, Serbie...). Cette Union est basée principalement sur des intérêts économiques et sécuritaires. Deux blocs, avec à leur tête l'Allemagne et la Russie, apparaissent et développent des relations économiques fortes. Ils partagent également certains intérêts communs et engagent des coopérations, notamment dans le domaine sécuritaire, pour faire face aux menaces provenant du sud-est de l'Europe et du Moyen-Orient, qui ne cessent de s'accroître depuis le désengagement des États-Unis.

► **Scénario 3. « Garde-côtes : un nouvel âge de glace »** : ce scénario est le plus négatif. Il imagine une dégradation progressive des relations entre l'Europe occidentale et la Russie d'ici 2030, pour en venir à une nouvelle ère de guerre froide. La propagande contre l'Ouest fait rage en Russie, ainsi que le durcissement du régime. L'Allemagne fait partie d'une Union européenne économiquement et politiquement plus forte ayant pour partenaires la Moldavie et l'Ukraine. Les sanctions de l'Union contre la Russie se multiplient et l'OTAN renforce son positionnement en Europe.

► **Scénario 4. « Voilier : scénario tendanciel »** : le dernier scénario voit une relation germano-russe quasiment inchangée à l'horizon 2030. L'état des relations dépendra notamment des *leaders* politiques mais restera en grande partie similaire. Les coopérations entre les deux pays sont surtout économiques et énergétiques. L'Union européenne, fatiguée par la crise, n'a toujours pas développé de politique extérieure fiable et Berlin reste l'interlocuteur privilégié de Moscou. Le voisinage commun de l'Union et de la Russie, notamment la Moldavie et l'Ukraine, est toujours le principal sujet de tensions entre les deux capitales.

## Conclusions et analyse critique

Dans le meilleur des cas, l'Allemagne développe des relations stables avec une Russie plus démocratique et l'Europe forme, avec le bloc russe, une barrière à toutes les menaces provenant du Moyen-Orient et de l'Europe du Sud-Est. Dans le pire des cas, les pays européens et la Russie se retrouvent dans une situation qui laisse présager une nouvelle guerre froide. Tous les scénarios, à l'exception d'un, semblent converger vers un point commun : l'affaiblissement de l'Union européenne — qui dans un cas va même jusqu'à l'éclatement de l'eurozone. Par ailleurs, l'Allemagne se retrouve dans tous les cas en situation de force politique et économique, et semble constituer d'ici à 2030 le cœur de l'Europe.

Bien organisé et refusant tout parti pris, ce rapport permet de se faire une vision claire de ce à quoi pourraient ressembler les relations entre l'Allemagne et la Russie d'ici 2030. Il permet également de percevoir l'état de l'Union européenne et de ses partenaires, et d'envisager les résultats de la crise à long terme. L'équipe d'experts provenant de milieux différents a permis d'obtenir une vision neutre et élargie à tous les domaines de coopération.

Cependant, peut-être aurait-il fallu intégrer à cette équipe des ressortissants hors Allemagne et Russie pour obtenir une perception extérieure. En effet, dans tous les cas, l'Allemagne est perçue comme la grande gagnante de la crise, sans aucune ombre à son développement jusqu'en 2030. Il aurait été intéressant également d'imaginer différentes hypothèses concernant l'avenir de l'Allemagne, notamment après le départ d'Angela Merkel. Enfin, cette étude ouvre la voie à un questionnement sur l'avenir de l'Union européenne en tant que telle. ■



## Australie

### RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SÉCURITÉ

Changement climatique / Risques / Modélisation / Projections régionales

*Rapport de la Climate Commission, organisme indépendant créé par le gouvernement australien en 2011, chargé de fournir aux citoyens australiens une source d'informations fiables et compréhensibles sur le changement climatique et ses impacts (la Commission a été supprimée en septembre 2013) • Utilisation d'un simulateur (ACCESS) pour modéliser les différents scénarios de changement climatique • Pas d'horizon spécifique*

**STEFFEN Will et HUGHES Lesley, *The Critical Decade 2013: Climate Change Science, Risks and Responses*, Canberra : Commonwealth of Australia (Department of Industry, Innovation, Climate Change, Science, Research and Tertiary Education / Climate Commission), juin 2013, 112 p. URL : [http://climatecommission.gov.au/wp-content/uploads/The-Critical-Decade-2013\\_medres\\_web.pdf](http://climatecommission.gov.au/wp-content/uploads/The-Critical-Decade-2013_medres_web.pdf). Consulté le 10 octobre 2013**

La Commission du climat a été créée en 2011 par le gouvernement australien en vue de fournir aux citoyens australiens une source d'informations fiables et compréhensibles sur le changement climatique et ses impacts. Composée de scientifiques et d'experts du climat, elle a été démantelée en septembre 2013 par le nouveau gouvernement australien, qui devrait la reformer sous l'appellation de Conseil du climat (*Climate Council*) et la financer par des dons.

### Objectifs et résumé

Ce document est le 26<sup>e</sup> rapport publié par la Commission : c'est une mise à jour d'un rapport du même nom publié en 2011, qui visait à prouver la nécessité d'entrer dans une économie décarbonée pour réduire les risques liés au changement climatique. En montrant l'impact que peut avoir le changement climatique sur la société et grâce à des données régulièrement mises à jour, le rapport vise à aider les communautés locales, les acteurs de la santé, les entreprises et le gouvernement à prendre des décisions éclairées en matière de développement durable.

Il se divise en quatre parties :

— La première explique le phénomène du changement climatique et tente de montrer de quelle manière les activités humaines affectent le climat.

— La deuxième partie s'intéresse aux modifications du climat ces 50 dernières années et brosse un tableau de l'avenir en mentionnant les projections des scientifiques ainsi que les incertitudes qui les entourent. Le rapport évoque les modifications de la température de l'air, l'augmentation de la chaleur contenue dans les océans, l'évolution des volumes de précipitations, les modifications de la cryosphère (neige, glace), l'élévation du niveau de la mer et la modification des écosystèmes. Puis, pour chacune de ces catégories, les auteurs mentionnent différentes projections existantes, à des horizons plus ou moins lointains (jusqu'en 2100). Les auteurs consacrent également une sous-partie aux points de rupture, c'est-à-dire aux éléments qui pourraient entraîner un point de non-retour sur le plan climatique (comme par exemple la fonte de la calotte glaciaire au Groenland).

— La troisième partie met l'accent sur les conséquences du changement climatique dans différents secteurs, ainsi que dans les différents territoires australiens. Elle souligne



d'abord l'impact des variations du climat sur la résilience des systèmes naturels et humains, puis donne un aperçu des risques encourus par divers secteurs (santé, accès à l'eau, infrastructures, agriculture, écosystèmes naturels).

— Enfin, compte tenu des éléments détaillés dans les parties précédentes, la dernière partie formule des recommandations sur les façons de stabiliser les effets du changement climatique. Elle explique en quoi la limite des 2 °C est le seul scénario acceptable pour l'avenir, et elle définit les objectifs, l'agenda et le budget pour les réaliser.

### Méthode utilisée

Ce rapport a été rédigé par des experts en climatologie et des scientifiques, et compile différents travaux d'experts sur le changement climatique et sur les risques associés.

Par ailleurs, les auteurs du rapport utilisent, pour leurs projections, les données du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), et plusieurs modèles climatiques développés par la Commonwealth Scientific and Industrial Research Organisation (CSIRO). En effet, la CSIRO a mis en place un simulateur appelé ACCESS (*Australian Community Climate and Earth-System Simulator*) : les différents modèles climatiques intègrent les interactions entre l'atmosphère, les océans, la terre et la glace, pour simuler la dynamique des climats passé et présent, et faire des projections sur le climat futur. Pour établir les différents scénarios sur le climat à l'échelle mondiale, les auteurs émettent diverses hypothèses sur les émissions futures de gaz à effet de serre, mais également sur d'autres éléments qui influencent le climat, tels que les aérosols, l'ozone, les intrants, etc.

Les auteurs utilisent également ACCESS pour modéliser des scénarios à l'échelle nationale et régionale. Ils sont moins fiables que les simulations à l'échelle mondiale puisque les hypothèses réalisées sur les différentes variables sont plus approximatives : par exemple, il est difficile de décrire avec précision le volume de précipitations à une échelle aussi restreinte. Toutefois, ces scénarios régionaux permettent d'étudier les impacts du changement climatique en fonction des spécificités des territoires (région montagneuse, région côtière...).

### Données et informations à retenir

À l'échelle mondiale, les décisions prises d'ici à 2020 en termes de politique climatique détermineront l'intensité du changement climatique que subiront les générations futures. Le niveau des émissions que nous produirons dans la prochaine décennie et au-delà influencera fortement l'ampleur du réchauffement. Le GIEC a signalé que d'ici 2100, les températures devraient augmenter de 2,0 °C à 6,2 °C par rapport à 1980-1999, en fonction de la quantité d'émissions rejetées.

Le changement climatique présente des risques importants pour la santé, les biens, les infrastructures, l'agriculture et les écosystèmes naturels. L'Australie, du fait de sa position géographique et de son caractère insulaire, pourrait être davantage touchée que d'autres régions du monde. Par exemple, la chaleur provoque plus de décès que tout autre type d'événement météorologique extrême en Australie. L'augmentation de l'intensité et de la fréquence de la chaleur extrême pose des risques pour la santé des Australiens, et peut mettre une pression supplémentaire sur les services de santé. Les changements de température et de volume de précipitations peuvent favoriser le développement de maladies transmises par les moustiques, comme la dengue.

Or, selon un scénario de faibles émissions de CO<sub>2</sub>, le nombre de jours chauds (température supérieure à 35 °C) pourrait passer de 12,6 à 14 à Melbourne, et de 3,3 à 5,3 à Sydney

à l'horizon 2070. Et selon un scénario de fortes émissions de CO<sub>2</sub>, ces chiffres pourraient s'élever à 20 jours à Melbourne (+ 7,4 jours) et à 8 jours à Sydney (+ 4,7 jours).

Par ailleurs, les risques d'incendie pourraient également augmenter : dans la capitale australienne (Canberra), le nombre de jours durant lesquels le risque d'incendie est extrême ou très élevé pourrait varier de 19 à 25 en 2020, et de 22 à 38 en 2050. Actuellement, ce chiffre s'élève à 17 jours.

Selon le scénario pessimiste, le niveau de la mer pourrait augmenter de plus d'un mètre en Australie à l'horizon 2100. Dans l'état du New South Wales, au sud de l'Australie, entre 40 800 et 62 400 bâtiments seraient alors menacés par les inondations. Selon ce même scénario, entre 7 500 et 9 100 kilomètres de routes risqueraient d'être détériorés par les inondations dans l'ouest de l'Australie.

La réduction de la couverture neigeuse devrait se poursuivre dans les Alpes australiennes. Les zones présentant un enneigement annuel moyen d'au moins 30 jours par an pourraient diminuer de 30 % à 95 % d'ici 2050 et par rapport aux niveaux de 1990.

## Conclusions et analyse critique

Dans sa dernière partie, le rapport revient sur la nécessité de ne pas dépasser un réchauffement de plus de 2 °C à l'horizon 2050. En effet, les risques d'une telle hausse sont encore plus importants pour l'Australie, qui est un état insulaire, que pour d'autres territoires. Selon les dernières estimations, même si le réchauffement ne dépasse pas les 2 °C, l'Australie devrait subir de nombreuses conséquences du changement climatique, notamment en ce qui concerne les catastrophes naturelles.

Afin d'évaluer les marges de manœuvre de l'Australie ainsi que des autres pays du globe, la dernière partie est consacrée au calcul du « budget carbone » : il s'agit d'une approche qui met en relation les émissions de CO<sub>2</sub> et la hausse des températures en fonction des effets observés par le passé. Le budget carbone représente en réalité la quantité d'émissions que le monde peut générer entre 2000 et 2050 tout en restant dans la limite d'une augmentation de la température de 2 °C.

Selon les dernières estimations du budget carbone, la partie est plutôt mal engagée au niveau mondial : en 13 ans, 40 % du budget ont déjà été consommés. Pour l'Australie, les auteurs insistent sur la nécessité de réduire la part du charbon dans le *mix* énergétique : les réserves australiennes de charbon représentent un douzième du budget carbone restant.

Les auteurs soulignent toutefois que les récents efforts de la Chine et des États-Unis pourraient, s'ils perdurent, inverser le cours des choses dans les années à venir.

Ce rapport de la Commission du climat remplit parfaitement son objectif d'informer la population et les différents acteurs économiques sur les risques liés au changement climatique : il est clair et compréhensible. Il est même assorti d'un glossaire expliquant les principaux phénomènes climatiques qui entrent en compte dans le changement climatique.

Néanmoins, il aurait été intéressant d'établir des scénarios globaux détaillant les impacts d'un changement climatique plus ou moins important sur les différents secteurs (santé, accès à l'eau, infrastructures, agriculture, écosystèmes naturels) : une vision des futurs possibles pour l'Australie aurait permis une meilleure lisibilité des enjeux économiques et sociaux, et peut-être une plus grande mobilisation des acteurs.

Par ailleurs, tout au long du rapport, les horizons des projections sont différents : c'est un parti pris des auteurs qui fournissent les dernières données mises à jour, mais qui peut contribuer à « perdre » le lecteur qui a du mal à se fixer une certaine vision de l'avenir. ■



## Royaume-Uni

### DÉFENSE ET SÉCURITÉ

Royaume-Uni / États-Unis / France

Rapport publié par le RUSI, think-tank indépendant travaillant sur les questions de défense et de sécurité, créé en 1831 • État des lieux • Pas de méthode spécifique • Pas d'horizon temporel • Recommandations

CHALMERS Hugh et CHALMERS Malcolm, *The Future of the UK's Co-operative Nuclear Relationships*, Londres : Royal United Services Institute for Defence and Security Studies (RUSI), *Occasional Paper*, juin 2013, 29 p. URL : [http://www.rusi.org/downloads/assets/201306\\_OP\\_Chalmers\\_and\\_Chalmers.pdf](http://www.rusi.org/downloads/assets/201306_OP_Chalmers_and_Chalmers.pdf). Consulté le 11 octobre 2013

### Objectifs et résumé

Cet *Occasional Paper* publié par le Royal United Services Institute a pour objectif de faire le point sur les coopérations engagées par le Royaume-Uni avec d'autres pays dans le domaine du nucléaire militaire, ainsi que d'évaluer plusieurs options / scénarios sur les évolutions que ces coopérations pourraient suivre ces prochaines années. Les coopérations sont limitées à deux partenaires : les États-Unis et, plus récemment et de manière plus réduite, la France.

La principale problématique est d'estimer l'arbitrage nécessaire entre la réduction des coûts induite par ces coopérations dans un contexte budgétaire sous tension, et la nécessaire indépendance / crédibilité du Royaume-Uni en tant que puissance nucléaire.

Les deux auteurs sont des universitaires spécialisés dans les questions de sécurité et de défense, et plus particulièrement dans la dissuasion nucléaire et la prolifération.

### Méthode utilisée

Le document est avant tout un état des lieux (10 pages) des coopérations passées et actuelles du Royaume-Uni. Le futur n'est abordé qu'à la fin, sur un peu plus de deux pages seulement. Dans cette partie qui se rapproche le plus de la prospective, les deux auteurs ont émis des hypothèses sur plusieurs thèmes (extension du modèle Teutates<sup>1</sup> ; positionnement de sous-marins nucléaires à l'étranger ; codéveloppement de sous-systèmes de sous-marins), puis ont formulé des recommandations. La dissuasion nucléaire britannique, contrairement aux États-Unis et à la France, ne dispose que d'une seule composante : la composante océanique. Elle repose donc exclusivement sur des sous-marins nucléaires lanceurs d'engin (SNLE) et les systèmes de missiles intercontinentaux associés (Trident D5).

### Données et informations à retenir

En guise d'élément préliminaire, le document précise que la prochaine phase importante pour la dissuasion nucléaire britannique s'ouvrira en 2016, avec la décision concernant le lancement du programme *Successor*. Ce programme désigne la prochaine génération de SNLE devant remplacer les sous-marins de classe *Vanguard* qui seront retirés à partir de 2025.

1. Du nom du traité de coopération nucléaire franco-britannique signé en novembre 2010.

L'étude se poursuit par un long chapitre consacré aux coopérations engagées par le Royaume-Uni dans la dissuasion nucléaire, faisant une grande part à la coopération avec les États-Unis, qui dure depuis plus de 65 ans. Les auteurs précisent que cette coopération a été un élément central pour réduire le coût financier très important que représente le développement d'un arsenal nucléaire. Même si elle fut temporairement arrêtée en 1946 (*U.S. Atomic Energy Act*), elle a repris en 1958 suite au lancement du satellite *Sputnik* par l'URSS. Cette année-là a été signé l'accord de coopération sur l'utilisation de l'énergie atomique pour les questions de défense mutuelle (également connu sous le nom de *Mutual Defence Agreement*, MDA).

Le MDA a permis de très nombreux échanges scientifiques, concernant essentiellement les têtes nucléaires et les réacteurs embarqués. Il a aussi permis au Royaume-Uni d'avoir accès à 14 tonnes d'uranium hautement enrichi et aux centres américains pour les tirs d'essai. La coopération s'est étendue aux vecteurs intercontinentaux embarqués, avec la signature en 1963 de l'accord de vente du (missile) Polaris, renouvelé pour le Trident. L'ensemble a fait bénéficier le Royaume-Uni d'un gain de temps et d'argent considérable. Toutefois, il en coûte une certaine dépendance technologique envers les États-Unis. L'accord Trident étant garanti jusqu'à 2040, la question d'un système lui succédant n'est pas encore prioritaire.

La coopération avec la France occupe une place plus restreinte dans le document, essentiellement parce qu'elle est plus récente et bien moins étendue que la coopération avec les États-Unis. Elle vise essentiellement à la mise à disposition du futur centre d'essais radiographiques et hydrodynamiques EPURE, ainsi qu'à l'échange d'informations sur la maintenance des armes nucléaires ou la lutte contre le terrorisme nucléaire et radiologique.

Selon les auteurs, la doctrine d'indépendance opérationnelle britannique est préservée : le Premier ministre britannique peut décider seul et en toute souveraineté de recourir à l'arme nucléaire. Cependant, le Royaume-Uni accepte aussi une dépendance envers une autre puissance qu'aucun autre État nucléaire n'accepterait. Cette dépendance, qualifiée de « long terme », est liée à l'impossibilité de maintenir une dissuasion dans la durée sans l'assistance technique américaine, surtout pour les systèmes Trident. Le document s'interroge donc sur les conséquences futures de cette dépendance, notamment en cas de relâchement des liens entre Londres et Washington.

Cette hypothèse est jugée peu crédible (« *it is very hard to conceive of circumstances in which the US would wish to discontinue nuclear co-operation with the UK* »). Par ailleurs, le gouvernement britannique s'est engagé à maintenir sur le territoire toutes les capacités nécessaires, et à concevoir, construire et entretenir des SNLE et leurs réacteurs. La coopération avec d'autres pays que les États-Unis est limitée d'une part en raison du nécessaire respect du TNP (traite de non-prolifération), mais aussi par le fait que Londres souhaite éviter à tout prix de porter atteinte à sa relation de confiance avec Washington. L'un des obstacles à une coopération avec la France dans le domaine des réacteurs et des missiles intercontinentaux serait ainsi la crainte de froisser les intérêts commerciaux des États-Unis.

La fin du document s'attache à formuler trois hypothèses de coopération, et l'impact qui en découlerait sur la dissuasion britannique. L'objectif de ces hypothèses est toujours de réduire les coûts.

La première hypothèse est une extension du modèle Teutates à des éléments plus sensibles concernant les têtes nucléaires. Cela pourrait constituer une violation du TNP, et le Royaume-Uni a de toute façon accès aux sites américains ; il n'est donc pas nécessaire de s'engager dans une coopération plus approfondie avec la France dans ce domaine.

La deuxième hypothèse consiste à placer des SNLE dans des bases étrangères (américaines et / ou françaises) pour faciliter la maintenance des bâtiments et de leurs systèmes d'armes. Or, le coût politique est ici jugé trop élevé : une telle coopération porterait inévitablement atteinte à l'indépendance de la dissuasion britannique. Par ailleurs, le bénéfice en termes de coûts n'est absolument pas garanti, compte tenu de l'impact sur l'emploi dans les bases situées au Royaume-Uni.

Enfin, la dernière hypothèse de coopération future concerne le développement et la construction du *Successor* avec un partenaire étranger (ici encore limité à la France et aux États-Unis). Or, cela porterait atteinte à la capacité d'opérer les SNLE de manière indépendante, compte tenu de l'intégration de sous-systèmes d'origine étrangère. Seule une coopération avec les États-Unis dans la conception du *Successor* paraît envisageable pour les autres.

### Conclusions et analyse critique

En conclusion, le document estime que les coopérations futures ne devraient pas s'étendre de manière significative dans un futur proche. En effet, le Royaume-Uni est déjà allé très loin dans sa coopération avec les États-Unis, et toute extension supplémentaire pourrait porter atteinte à l'indépendance du pays. Même si certains responsables politiques souhaitent aller plus loin pour des raisons budgétaires, ceci apparaît comme déraisonnable aux auteurs, soucieux de la préservation de la souveraineté britannique.

Plusieurs critiques peuvent être formulées sur ce document :

- Il a certes l'intérêt de dresser un état des lieux très utile, mais souffre d'une partie prospective bien trop courte, surtout au regard du titre choisi. Des scénarios sont parfois évoqués, sans qu'ils soient explicités. Le terme scénario est peut-être utilisé à la place d'hypothèse.
- La vision des auteurs est atlantiste, mais ceci peut s'expliquer par l'histoire et des aspects pragmatiques (accords existants, etc.). La France et les États-Unis ne sont pas du tout traités de la même manière, les récents accords franco-britanniques n'étant abordés que de manière quasi marginale. L'Union européenne est, on pouvait s'y attendre, totalement absente du papier, au contraire de l'OTAN.
- Enfin, la question de l'indépendance de l'Écosse n'est absolument pas évoquée. Loin d'être marginale, cette question anime un vif débat au Royaume-Uni, la principale base de SNLE étant située en Écosse (Clyde). Or, la dissuasion nucléaire britannique souffrirait immanquablement d'une indépendance de l'Écosse (référendum prévu en 2014). Ceci traduit certainement la vision très britannique des deux auteurs qui se refusent à aborder le sujet. ■

## Pourquoi un Observatoire de la prospective internationale de défense ?

À l'image des rapports de prospective géostratégique et géopolitique réalisés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) au cours des dernières années, nombre de ministères de la Défense étrangers élaborent et publient des analyses de référence à caractère prospectif et géostratégique. Concentrées jusqu'à présent dans les pays anglo-saxons, ces approches ont connu un relatif essor au cours des dernières années au sein d'autres pays occidentaux et émergents.

Au-delà de cette approche institutionnelle, les acteurs privés (instituts de recherche) et publics (universités, etc.) produisent régulièrement, par eux-mêmes, un corpus de travaux prospectifs intéressant directement ou indirectement la défense. Ils représentent une source ouverte d'information dense et de qualité, dont les points de convergence avec les travaux institutionnels peuvent être par ailleurs importants.

Pour identifier ces travaux, la DAS a créé un observatoire en charge du suivi des études internationales de nature prospective intéressant la défense à un horizon de 10 à 30 ans. Cet observatoire donne lieu à une veille sur les travaux de prospective issus de neuf pays (Afrique du Sud, Allemagne, Australie, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, Inde, Royaume-Uni). Des rapports trimestriels rendent compte des principaux documents identifiés ; certains d'entre eux font l'objet d'une analyse plus approfondie. Six notes d'analyse thématiques annuelles complètent les travaux de l'observatoire.

La création et les activités de cet observatoire ont été confiées à un consortium réunissant la Compagnie européenne d'intelligence stratégique (CEIS), l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et Futuribles.

### Qu'est-ce que la prospective ?

Démarche d'anticipation, la prospective n'a pas pour autant comme ambition de prédire l'avenir. Elle se fixe en revanche comme objectif d'étudier avec rigueur les futurs possibles en germe dans la situation actuelle. Cette prospective dite exploratoire est le plus souvent développée comme instrument d'aide à la décision.

Le terme « prospective » peut recouvrir différentes pratiques qui vont de l'exploration se voulant la plus objective possible des futurs envisageables, à l'expression de visions plus ou moins structurées et argumentées. Quelle que soit leur méthodologie, les démarches prospectives dont il est rendu compte dans le cadre de cet observatoire ont pour ambition de servir ou d'orienter les politiques publiques des États, ou les stratégies des acteurs non étatiques.

Les rapports trimestriels de l'Observatoire de la prospective internationale de défense sont publiés par la Délégation aux affaires stratégiques (DAS).

**Comité de rédaction :** Matthieu Anquez (CEIS), Robert Chaouad (IRIS), François de Jouvenel (Futuribles) et Jean-Pierre Maulny (IRIS)

**Conception graphique et secrétariat de rédaction :** Stéphanie Debruyne (Futuribles)

© DAS, 2013 - Publié le 18 octobre 2013

**Informations - contact :** Nicolas Bronard, DAS, ministère français de la Défense  
E-mail [nicolas.bronard@defense.gouv.fr](mailto:nicolas.bronard@defense.gouv.fr)